

Supek, Rudi (éd.), *Étatisme et autogestion, bilan critique du socialisme yougoslave*, Éditions Anthropos, Paris, 1973, 386 p.

André Vachet

Volume 7, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700659ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700659ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vachet, A. (1976). Compte rendu de [Supek, Rudi (éd.), *Étatisme et autogestion, bilan critique du socialisme yougoslave*, Éditions Anthropos, Paris, 1973, 386 p.] *Études internationales*, 7(1), 140–142. <https://doi.org/10.7202/700659ar>

n'est pas l'UNESCO mais « to develop both a guiding concept for further use and an improved grasp of the relationships selected for investigation » ; c'est en cela que le livre trouve son unité et c'est pour cette raison qu'il commence par la présentation de la notion d'engagement et se termine par un chapitre brossant les caractéristiques du système international actuel, décentralisé et segmentaire, et esquissant le développement des organisations intergouvernementales que produirait un plus grand « engagement ».

Voilà donc un livre stimulant parce qu'il propose une approche nouvelle, parfois déroutant, car il s'attache à l'UNESCO mais pas pour elle-même, et qui finalement s'impose tout autant par l'un que par l'autre.

Guy GOSSELIN

*Département de science politique,  
Université Laval*

STERLING, Richard, *Macropolitics, International Relations in a Global Society*, Alfred Knopf, New York, 1974, 650p.

L'ouvrage que nous présente ici Sterling constitue une analyse extrêmement détaillée portant sur l'analyse des relations internationales.

Ce volume de 650 pages se divise en deux parties majeures. La première, intitulée « The Micropolitical World », s'attarde aux notions de base telle que le pouvoir, la force, l'idéologie, le nationalisme, etc. La seconde s'attarde à un aspect plus étendu des relations interétatiques, que l'auteur identifie comme étant le monde macropolitique. L'on penserait à voir la quantité des sujets abordés par l'auteur que l'analyse n'est que superficielle ; bien au contraire, Sterling y va avec une minutie et un souci du détail qui ne laissent aucune question au hasard.

Deux autres aspects viennent compléter l'allure générale de cette œuvre ; d'une part, l'annexe nous présente une foule de statis-

tiques qui se veulent une analyse prospective du futur et, d'autre part, la bibliographie se révèle extrêmement bénéfique quant à la multiplicité des sources qu'elle cite.

L'avantage indéniable de ce volume est de servir de base à un cours d'introduction en relations internationales. La clarté du style et l'abondance des sujets en font un manuel extrêmement bénéfique pour l'étudiant qui débute en science politique. Pour l'étudiant avancé ainsi que pour le chercheur, seules la bibliographie et l'annexe seront d'un intérêt certain.

En définitive, *Macropolitics* se révèle être une œuvre complète qui saura guider tant le professeur que l'étudiant dans un cours d'introduction aux relations internationales.

Roger MÉGÉLAS

*Département de science politique,  
University of British Columbia*

SUPEK, Rudi (éd.), *Étatisme et autogestion, bilan critique du socialisme yougoslave*, Éditions Anthropos, Paris, 1973, 386p.

Ce livre se présente à la fois comme un état de la réflexion sociologique en Yougoslavie et comme un « bilan critique du socialisme yougoslave ». Dans l'un et l'autre cas, on y aborde de front tant les problèmes théoriques que les problèmes pratiques avec beaucoup de perspicacité et sans aucun esprit apologétique. Dix études de philosophes, de sociologues ou d'économistes se complètent non seulement pour faire le compte de l'expérience autogestionnaire, mais surtout pour en tirer des enseignements que suggèrent ses réussites et encore plus ses échecs. C'est dire l'intérêt certain d'un tel ouvrage.

Il n'est pas possible ici de rendre compte de chacune de ces dix analyses. Il faut plutôt en dégager quelques thèmes qui, au delà d'une expérience historique particulière,

offrent des perspectives théoriques et pratiques pour le présent et l'avenir.

Or, précisément ce que chacun de ces textes semble démontrer, c'est que la transition d'une économie capitaliste à une économie socialiste se fait beaucoup plus facilement que la transition de l'étatisme au socialisme authentique qui implique la fin de l'État comme pouvoir et administration centralisée. Au déterminisme économique peut se superposer un déterminisme politique qui dans certaines conjonctures remplace, sans doute, le premier. Le marxisme, il faut le reconnaître, n'y a pas prêté attention, si l'on excepte quelques intuitions chez GRAMSCI (cf. S. STOJANOVIC, « Le mythe étatique du socialisme », p. 30)ê

Là semble être précisément le problème non seulement de l'usurpation étatique sous Staline, mais du système autogestionnaire en Yougoslavie qui n'a pas fondamentalement mis fin à l'étatisme. Or, comme l'écrit Stojanovic avec beaucoup de perspicacité, « dans la société étatique, la classe dominante est le propriétaire *collectif* des moyens de production et, par conséquent, la partie de la plus-value dont ses membres disposent individuellement est déterminée par la place qu'ils occupent dans la hiérarchie ; le mode et le degré de participation à *toutes* les décisions portant sur la production et la répartition de la plus-value sont déterminés selon le même critère. La spécificité de la classe étatique vient, entre autres, de ce que son pouvoir économique naît de son pouvoir politique, alors que l'inverse s'est produit pour la bourgeoisie » (*Ibidem*). L'État, tout État, à plus forte raison l'État centralisateur, planificateur et technocratique peut permettre la reconstitution des classes sur des bases immédiatement politiques. Branko Horvat, un des économistes yougoslaves les plus lucides, écrit bien : « le monopole sur les conditions de travail représenterait alors une base nécessaire et suffisante pour une différenciation de classe », cité par Z. P. GOLUBOVIC, « Les idées socialistes et la réalité » (p. 339). La réduction de la force de travail au statut de marchan-

dise et les conséquences qui en suivent ne tiennent pas nécessairement aux lois de l'économie de marché : elles peuvent se retrouver dans un système socialiste, comme le démontre l'expérience yougoslave (cf. GOLUBOVIC, p. 338ss). Ainsi le socialisme, le socialisme étatique, peut déboucher sur « une nouvelle société de classe » (STOJANOVIC, *ibidem*, p. 24).

Or, dans une société où domine l'étatisme, la classe politique par excellence, la bureaucratie, se manifeste immédiatement comme classe dominante en tant qu'elle accède « à la propriété collective de l'appareil étatique » (*ibidem*, p. 26), et par là, elle devient « de facto le propriétaire des moyens de production, quelles que soient les modalités formelles et juridiques de la propriété » (*ibidem*, p. 31).

La bureaucratie agit alors comme toute classe dominante : elle tend à maintenir ses intérêts exclusifs en les faisant prédominer sur l'ensemble de la société. Ainsi en s'appropriant l'État, elle en détourne la finalité à son profit. « Les buts de l'État se transforment en buts de la bureaucratie, ou les buts de la bureaucratie en buts de l'État » (L. TADIC, « Le prolétariat et la bureaucratie », p. 53). Là encore, même dans le socialisme, l'universalité de l'État est idéologique ; elle est une « illusion de l'État », comme l'écrit Marx. Dans la réalité, le particularisme affecte l'État socialiste comme l'État bourgeois. C'est ce particularisme qui maintient la division entre l'étatique et le social et empêche le premier de se résoudre dans le second. Il n'est pas surprenant alors de conclure que « l'État socialiste remplit de plus en plus les fonctions de l'État classique » (GOLUBOVIC, *ibidem*, p. 353).

L'on comprend ainsi pourquoi le bilan de l'expérience yougoslave que tente cet ouvrage est pessimiste. Même là où l'autogestion a voulu réduire et domestiquer l'État, elle n'a pu le faire ; l'État s'est maintenu, s'est même développé. C'est pourquoi le socialisme est profondément en crise et le demeurera tant que durera « la domination persistante du rapport centraliste et étatico-

bureaucratique » (P. VRANICKI, « La crise du socialisme », p. 373). C'est pourquoi encore « une nouvelle vision révolutionnaire du socialisme doit se fonder sur de nouveaux présupposés implicites, partiellement, dans le modèle yougoslave actuel » (GOLUBOVIC, *ibidem*, p. 358).

Voilà un jugement sévère mais lucide. Il est d'autant plus acceptable qu'il repose sur une analyse des contradictions internes remises dans leurs conditions historiques qui permettent de discerner « ce qui tient au système et ce qui résulte d'une mauvaise politique » (R. SUPEK, « Présentation », p. 14). Ce livre démontre, s'il en était encore besoin, la fécondité des tentatives de socialisme en Yougoslavie. Même l'échec ouvre des voies et balise des expériences futures, ne fût-ce qu'en indiquant que le dilemme, capitalisme ou socialisme, « recule progressivement à l'arrière-plan, tandis qu'émerge au premier plan le nouveau dilemme de notre époque : étatismisme ou socialisme » (STOJANOVIC, *ibidem*, p. 42). Il faudra bien un jour en tenir compte dans l'analyse politique...

André VACHET

Département de science politique,  
Université d'Ottawa

THORNE, Christopher, *The Limits of Foreign Policy. The West, the League and the Far Eastern Crisis of 1931-1933*, Macmillan, Toronto, 1972 (1st ed.).

Christopher Thorne a écrit ce qu'on peut qualifier comme « une des plus audacieuses histoires diplomatiques écrites depuis dix ans ». Il a commencé par une simple monographie sur la politique britannique lors de la crise de Mandchourie, mais l'auteur se sentit obligé d'examiner en profondeur toutes les réactions occidentales, y compris celles des États-Unis. Il faut vraiment remonter aux études classiques de William Langer

pour trouver un tel souci de responsabilité à la fois pour décrire le contexte le plus étendu et y inclure les plus menus détails, tout cela dans la recherche d'une description complète des « faits ». En plus, dans la recherche d'une approche davantage satisfaisante, il s'est interrogé sur nombre de questions hypothétiques de façon à mieux évaluer les hommes d'État de cette période.

Thorne reconnaît que de tels jugements de valeur ont deux sources distinctes. Vu de la perspective de l'historien avec l'œil « omniscient », le jugement peut être très sévère. Vue à la lumière de l'information et des perceptions des contemporains, l'évaluation ne peut être autre que sympathique. Reconnaisant que chacune de ces approches est imparfaite, Thorne s'est engagé à n'en privilégier aucune. En plus, il a voulu ajouter d'autres perspectives à la description historique traditionnelle, celles qui sont dérivées des sciences sociales, et particulièrement de la science politique. Ainsi, sa démarche ne contient que des analyses des « perceptions », des « filtres d'image » et des « psychomilieus ». Il a encore admis, du moins en principe, que de tels jugements moraux sur des hommes d'État ne sont pas valables sans l'analyse de la situation qui prévalait en Extrême-Orient. Ce qui l'a obligé à une recherche à travers les sources orientales afin de mieux mesurer l'évolution des politiques japonaise et chinoise ainsi que leur interaction.

Ce qui est surprenant, c'est le degré de succès que Thorne a atteint. Il a fait l'étude définitive de la politique britannique dans la crise de Mandchourie et de son interaction avec la politique américaine. Ses études des politiques américaine et française, quoique moins poussées, n'en restent pas moins impressionnantes. On peut lui reprocher manifestement sa décision d'ignorer le rôle de l'Italie (en raison du rôle du comte Aldrovandi dans la Commission Lytton et du défi subséquent donné par l'Italie à la Société des Nations). Nonobstant cette absence, Thorne a tissé une riche tapisserie des interactions des politiques des puissances